

*Questions orales*

**M. Broadbent:** Madame le Président, je poserai donc ma question au premier ministre. J'ai appris que le premier ministre avait clairement indiqué ce matin à la réunion du caucus libéral que le gouvernement ne modifierait pas radicalement la politique économique du Canada et ce, malgré la chute persistante du dollar canadien et malgré la crise la plus sérieuse depuis les années 30 que le Canada traverse actuellement. J'aimerais demander au premier ministre s'il a tenu de tels propos.

• (1425)

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, le député est trop avisé pour me demander de lui dire ce qui se passe au caucus. Je ne lui demande pas ce qui se passe dans le sien.

**M. Broadbent:** Madame le Président, les Canadiens se gardent bien de demander au premier ministre d'expliquer quoi que ce soit parce qu'ils n'obtiennent jamais de réponse.

## LES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, étant donné les attentes que le premier ministre a fait naître lors du sommet de Versailles et vu que la grande majorité des Canadiens sont profondément convaincus que des mesures très concrètes doivent être prises pour modifier l'orientation de notre économie, est-ce que le premier ministre est prêt à nous assurer qu'il a prôné auprès de ses collègues, que ce soit en caucus ou non, la nécessité d'un changement de politique économique et qu'il sera sous peu en mesure de présenter à la Chambre et à la population canadienne une politique économique notablement différente?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, hier, les porte-parole des conservateurs me demandaient ce qui se passait au sein du cabinet; maintenant, le chef du Nouveau parti démocratique veut savoir ce que j'ai proposé au caucus. Les deux partis d'opposition pourraient certainement se rencontrer pour trouver de concert des solutions qui leur sont propres.

**M. Broadbent:** Madame le Président, c'est à ce cynisme sans bornes que le premier ministre . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** . . . doit d'être tellement aimé de la population canadienne.

**Des voix:** Bravo!

## ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'AGIR

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Madame le Président, étant donné que le parti conservateur et le parti néo-démocrate ont fait des recommandations . . .

**Des voix:** Quoi?

**M. Broadbent:** Je vais reparler de ces recommandations, madame le Président, car de toute évidence les députés de l'arrière-plan de son parti n'ont rien à dire. Le premier ministre songe-t-il à faire quelque chose à propos des pêches, de l'industrie forestière, des mises à pied dans l'industrie automobile et de toutes les entreprises qui doivent fermer leurs portes? Les députés de ce côté-ci ont fait des recommandations dans tous ces domaines; le gouvernement va-t-il enfin se décider à agir?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Oui, madame le Président, il y a quelques jours, le député a fait des recommandations au sujet de certains de ces secteurs. J'ai alors répondu que j'examinerai consciencieusement les instances du chef néo-démocrate.

\* \* \*

## LA PETITE ENTREPRISE

## LE PROGRAMME D'OBLIGATIONS POUR L'EXPANSION DE LA PETITE ENTREPRISE

**M. Otto Jelinek (Halton):** Madame le Président, le ministre des Finances sait que dans sa forme initiale le programme d'obligations, pour l'expansion de la petite entreprise a aidé des milliers de ces entreprises canadiennes à faire face aux taux d'intérêt élevés autorisés par le gouvernement, en même temps qu'elle augmentait de 77 millions les recettes du Trésor fédéral au cours de la première année de fonctionnement seulement, comme le révélait une étude d'Infometrica. Dans ces conditions, le ministre peut-il expliquer pourquoi il a supprimé la notion d'expansion de ce programme d'obligations, ce qui n'en fait plus qu'un mot vide de sens à une époque où les petites entreprises ont plus que jamais besoin d'être aidées?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, j'ai expliqué ce cas de façon assez détaillée à la Chambre, la semaine dernière je pense.

## ON DEMANDE DE MODIFIER LE PROGRAMME

**M. Otto Jelinek (Halton):** Madame le Président, nous exigeons du ministre des réponses précises. Il sait qu'il y a des milliers de petites entreprises qui font faillite chaque jour, ce qui ne fait qu'aggraver un taux de chômage record. Le ministre veut-il maintenant rétablir l'obligation dans sa forme initiale avant la fin du mois? Dans la négative, nous dira-t-il pour quelles raisons il ne veut pas le faire?

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, j'ai déjà répondu à cette question au cours des sept derniers jours de séance. Les deux mêmes questions m'ont été posées et ont eu leur réponse. Mais je dirai au député que s'il y a une décision de prise de modifier la nature de l'obligation, je me ferai un plaisir de l'en informer à ce moment-là.